

II. Les consommations intermédiaires

Évolution 2011/2010

En %

		<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble des consommations intermédiaires (100 %)		+ 1,2	+ 8,7	+ 10,0
hors aliments intra consommés	(84,4 %)	+ 1,9	+ 7,4	+ 9,4
dont : énergie et lubrifiants	(8,6 %)	+ 0,5	+ 17,8	+ 18,4
engrais	(8,0 %)	+ 21,0	+ 17,4	+ 42,0
produits de protection des cultures	(6,8 %)	+ 2,0	- 0,5	+ 1,5
aliments pour animaux *	(18,0 %)	- 1,0	+ 18,0	+ 16,8

* Aliments pour animaux achetés aux industries agroalimentaires (aliments composés, tourteaux, pulpes de betteraves...); ils ne comprennent pas les produits agricoles intra consommés, tels que les fourrages.

Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de l'ensemble des consommations intermédiaires en 2010.

Source : Insee

La valeur des consommations intermédiaires de la branche agriculture s'accroît sensiblement en 2011 (+ 10,0 %), après deux années de baisse (-3,3 % en 2010 et -2,3 % en 2009). Le prix de l'ensemble des consommations intermédiaires augmente nettement (+ 8,7 %), tandis que le volume progresse plus modérément (+ 1,2 %).

Les hausses des dépenses consacrées aux engrais et aux aliments pour animaux représentent respectivement 34 % et 31 % de l'alourdissement global des charges. La facture énergétique tire également les dépenses vers le haut. Sa part dans l'augmentation totale des consommations intermédiaires est de 16 %.

Les dépenses consacrées aux **aliments pour animaux** font un bond de + 16,8 % après une relative stabilité (+ 0,5 %) en 2010. Cela s'explique par la très forte hausse des prix (+ 18 %), les volumes restant relativement stables (-1 %).

Les prix d'achat des aliments composés avaient peu évolué en moyenne annuelle (-0,5 %) entre 2009 et 2010. Ils sont restés stables de janvier à juin 2010. Sous l'effet d'une envolée générale des cours des céréales et oléagineux, ils ont ensuite entamé une forte progression jusqu'en mars 2011 et se sont maintenus à un haut niveau.

Les quantités consommées d'aliments composés diminuent de 1 % après une hausse de 1 % en 2010. Sur les quatre principaux postes qui constituent 90 % des dépenses en aliments pour animaux, la consommation reste relativement stable pour les aliments pour bovins (-0,3 %), les aliments pour porcins (-0,8 %) et les aliments pour volailles (+ 0,4 %). La quantité de produits d'allaitement achetés pour les veaux est quant à elle en net recul (-10,7 %).

Les dépenses en **produits de protection des cultures** sont en légère augmentation (+ 1,5 %) après une année 2010 de forte baisse (-11,4 %). Les prix restent stables par rapport à 2010 (-0,5 %). En volume, l'augmentation de 2 % est essentiellement liée à une progression des quantités consommées en herbicides (+ 4,3 %) et autres produits divers (+ 6,8 %) et à une

baisse de celles des fongicides (-2,6 %). Ces évolutions s'expliquent en partie par des conditions climatiques marquées par un printemps sec et long et un été humide.

La facture **énergétique** continue de s'alourdir en 2011 (+ 18,4 %) en raison d'une forte hausse du prix du pétrole brut « Brent » en moyenne annuelle. Cette progression est comparable à celle de l'année précédente (+ 20,5 %).

Le prix du fioul domestique augmente de 25,3 %. Le volume devrait rester stable. Ce poste représente la moitié de la facture énergétique de la branche agricole en 2011. Pour les autres produits pétroliers (fioul lourd, GPL (*propane, butane*), essence, gazole et lubrifiants), la hausse des prix est moins marquée (+ 12,6 %). L'augmentation du prix du gaz se poursuit en 2011 (+ 13,7 %), mais de façon ralentie par rapport à 2010 où elle était de 32 %.

Ces estimations sont basées sur l'hypothèse de la reconduction des mesures fiscales en faveur des agriculteurs appliquées les années précédentes (réduction de taxes sur le fioul domestique, le fioul lourd et le gaz naturel) malgré des amendements possibles. Cette proposition sera validée (ou non) par le vote, en décembre 2011, de la loi de finances rectificative.

Après une baisse sensible en 2010 (-30,8 %), les dépenses pour l'achat d'**engrais** progressent très fortement (+ 42 %) en raison de l'augmentation des prix (+ 17,4 %) et des volumes utilisés (+ 21 %).

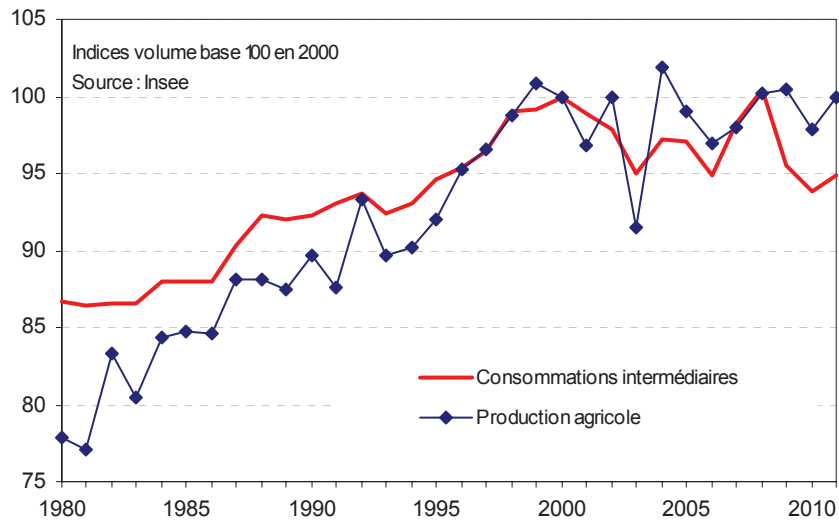
Dans un contexte d'augmentation des prix agricoles, la volonté des agriculteurs de s'assurer de bons rendements explique la hausse des quantités d'engrais utilisés. Cette hausse touche plus particulièrement les engrais simples phosphatés et potassiques avec des progressions respectives de 29,4 % et 52,1 %, ainsi que l'ensemble des engrais composés (+ 29,1 %). Pour les engrais simples azotés, l'accroissement est plus modéré (+ 12,7 %).

Après leur fort recul en 2010 (-34,1 %), les prix des engrais progressent nettement à l'exception des engrais simples potassiques (-10,5 %). L'augmentation de prix la plus élevée concerne les engrais simples azotés (+ 26,9 %), dont la facture pèse pour plus de la moitié dans le poste engrais.

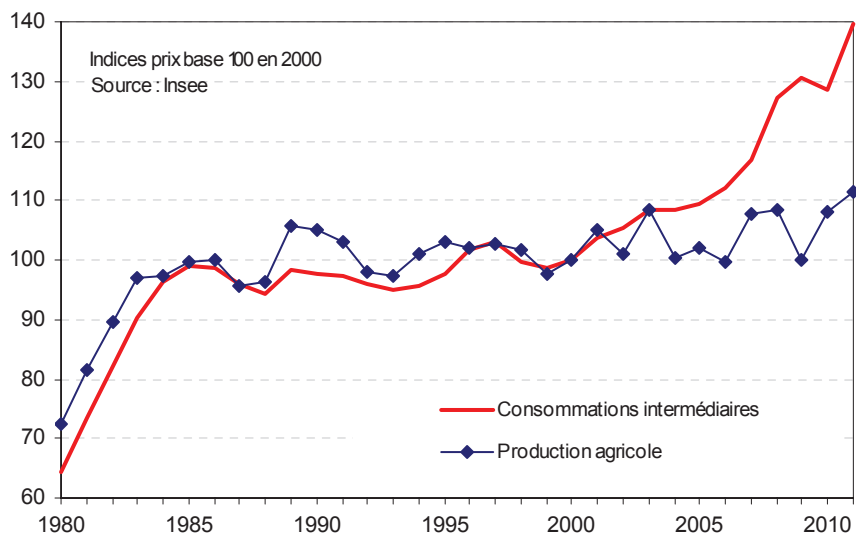
Graphique 3

Évolution comparée de la production au prix de base et des consommations intermédiaires

2-a en volume



2-b en prix



IV - La valeur ajoutée

	<i>Valeur 2011</i> <i>(en millions d'€)</i>	<i>Évolution 2011/2010 (en %)</i>		
		<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Production au prix de base	70 508	+ 2,2	+ 3,1	+ 5,4
Consommations intermédiaires	43 707	+ 1,2	+ 8,7	+ 10,0
Valeur ajoutée brute	26 801	+ 3,7	-4,9	-1,4
Consommation de capital fixe	10 873	-0,1	+ 0,7	+ 0,6
Valeur ajoutée nette	15 928	+ 6,2	-8,3	-2,7

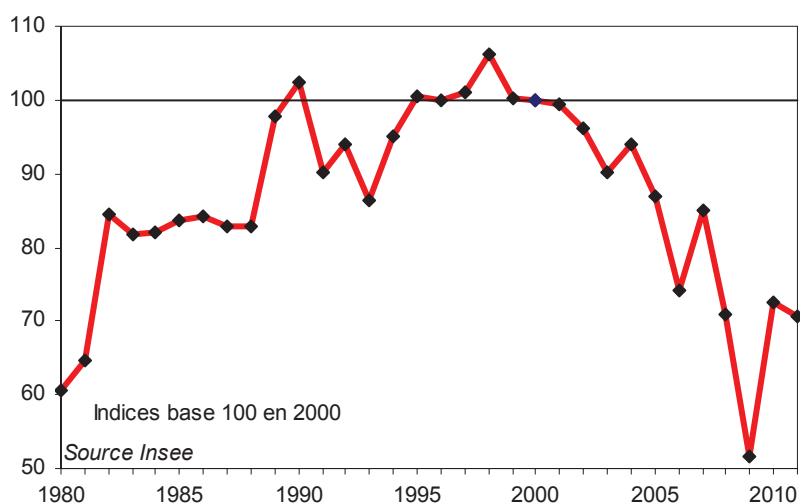
Source : Insee

La **valeur ajoutée brute**, premier solde comptable, est égale à la production au prix de base diminuée des consommations intermédiaires. En 2011, l'augmentation des prix agricoles ralentit alors que les prix des consommations intermédiaires progressent fortement à nouveau. De ce fait, la valeur de la production au prix de base croît moins vite que celle des consommations intermédiaires. La valeur ajoutée brute de la branche agriculture fléchit légèrement (-1,4 %) alors qu'elle avait progressé de 20,7 % en 2010.

La **consommation de capital** fixe représente l'amortissement économique du capital de la branche, réévalué au prix de l'année étudiée. Suivant en volume la tendance des années précédentes et répercutant les prix de l'investissement, sa valeur progresse faiblement en 2011.

La **valeur ajoutée nette**, après déduction de la consommation de capital fixe, baisse un peu plus que la valeur ajoutée brute (-2,7 %). Elle reste cependant au niveau du début des années 1980.

Graphique 4
Valeur ajoutée nette de la branche agriculture



V - Le résultat agricole

Le **résultat agricole net** se déduit de la valeur ajoutée nette en ajoutant les subventions d'exploitation et retranchant les autres impôts sur la production. Il représente ainsi le revenu des facteurs de production (travail et capital). Il est aussi appelé **valeur ajoutée nette au coût des facteurs** (tableau 6 page 9).

Les **subventions d'exploitation** s'élèvent à 8,6 milliards d'euros en 2011. Elles enregistrent un léger recul (-2,4 %) par rapport à 2010 où leur augmentation avait été particulièrement forte (+ 21,4 %) suite à la mise en place des mesures décidées lors du Bilan de santé de la PAC (graphique 2 page 9).

Le paiement unique à l'exploitation constitue désormais à lui seul plus de 80 % de cette catégorie de subventions et il bénéficie quasiment à l'ensemble des secteurs. Il reste pratiquement stable (-0,4 %) en 2011.

Les nouvelles aides agro-environnementales décidées lors du Bilan de santé avaient tardé à être mises en place et ce n'est qu'en 2011 qu'elles atteignent le niveau prévu. Les aides agro-environnementales progressent donc de plus de 20 %, après une croissance de 12,9 % en 2010. En particulier, la prime à l'herbe (PMHAE) augmente de 7,9 % et les indemnités compensatrices de handicap naturel de 1,5 %. Les mesures de soutien spécifique (diversité des assolements, agriculture bio) progressent fortement (+ 78,4 %).

Des aides de crise indemniseront les exploitations touchées par la sécheresse 2011 et « la crise du concombre ».

Subventions à l'agriculture*

En millions d'euros

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Subventions d'exploitation	7 501,7	7 305,6	7 328,7	7 233,3	8 782,7	8 575,8
Paiement unique à l'exploitation ¹	5 783,2	5 779,4	5 826,9	5 770,0	6 922,0	6 892,2
Aides agri-environnementales	1 119,1	971,5	885,3	889,4	1 004,1	1 208,8
Autres	599,5	554,6	616,5	573,9	856,6	474,9
<i>dont : calamités agricoles</i>	<i>178,3</i>	<i>56,6</i>	<i>130,7</i>	<i>93,1</i>	<i>175,4</i>	<i>70,6</i>
Subventions sur les produits	2 496,3	2 509,4	2 576,4	2 499,2	1 212,1	1 132,2
TOTAL SUBVENTIONS	9 998,0	9 815,0	9 905,1	9 732,5	9 993,4	9 708,0

* Les montants sont enregistrés selon la règle des droits et obligations (montants dus), ce qui peut occasionner des différences avec les concours publics (montants versés).

¹ y compris montant supplémentaire

Source : ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire, Offices agricoles

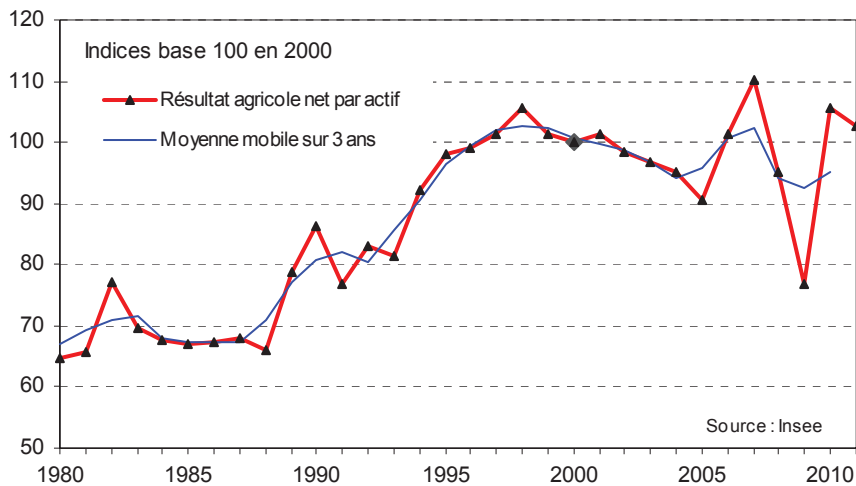
Les impôts sur la production augmentent de 3,4 % en 2011. Les impôts fonciers, qui en constituent les deux tiers, augmentent de 1 %. La forte croissance des consommations intermédiaires et de l'investissement augmente le poids de la TVA restant à la charge des agriculteurs.

Le **résultat agricole net** enregistre finalement une baisse de 2,9 %.

Compte tenu d'une réduction de 1,8 % de l'emploi agricole total, le résultat agricole net par actif diminuerait de 1,1 %. Après déflation par l'indice de prix du PIB (+ 1,5 %), le recul du résultat agricole net par actif en termes réels serait de 2,6 % en 2010 (tableau 9). Il se situerait ainsi à un niveau comparable à celui de la fin des années 1990. En tendance (MM3), les trois dernières années sont quasiment stables, à un niveau comparable à 2004 ou 1994.

Le résultat agricole net par actif en termes réels baisserait de 3 % en 2011, une évolution modeste comparée aux fluctuations des années précédentes. En tendance, il se stabiliserait.

Graphique 5
Résultat agricole net par actif en termes réels¹



1. Déflaté par l'indice de prix du PIB.

VI. Le revenu d'entreprise agricole

Les **rémunérations** versées par les unités agricoles progressent de 1,1 % en 2011 du fait de la hausse du taux de salaire horaire et de la baisse du volume d'heures travaillées (-0,5 %).

Les **charges locatives nettes** correspondent aux charges locatives brutes versées aux propriétaires des terres dont on retranche les impôts fonciers sur les terres en fermage. Calculées sur la base des revenus de l'année précédente, ces charges locatives augmentent (+ 4,1 %) en 2011.

Les **intérêts dus** par la branche baissent de 4,6 %. L'encours des prêts avait globalement augmenté de 3,2 % sur l'année 2010, notamment en raison de la forte croissance de l'encours des prêts non bonifiés d'investissement (+ 7 %), les prêts bonifiés diminuant de 13,9 %. En revanche, les taux d'intérêt apparents, définis par le rapport des intérêts aux encours, ont continué de baisser en 2011, à l'exception du taux du crédit à court terme qui remonte après sa forte baisse en 2010. Au final, le taux d'intérêt apparent global se situe à 3,82 % en 2011, après 4,14 % en 2010 et 4,53 % en 2009. Il était de 7,38 % en 1990.

Les **intérêts de la branche agriculture** sont présentés avant déduction des bonifications d'intérêt et hors SIFIM (services d'intermédiation financière indirectement mesurés). Les SIFIM constituent une partie des intérêts payés par la branche (y compris bonifications) et ils sont imputés en consommation intermédiaire de la branche, en tant que consommation de services bancaires. Comme les SIFIM diminuent en 2011 du fait de la hausse des taux de refinancement interbancaire, les intérêts nets de SIFIM augmentent fortement (+ 19,2 %).

Le **revenu net d'entreprise agricole**, solde du compte de revenu d'entreprise de l'ensemble de la branche, se déduit du résultat agricole net en retranchant la rémunération des salariés, les intérêts et les charges locatives nettes (tableau 7 en annexe). Il diminuerait en termes nominaux de 7,8 % en 2011 après sa progression record de 2010 (+ 92,8 %).

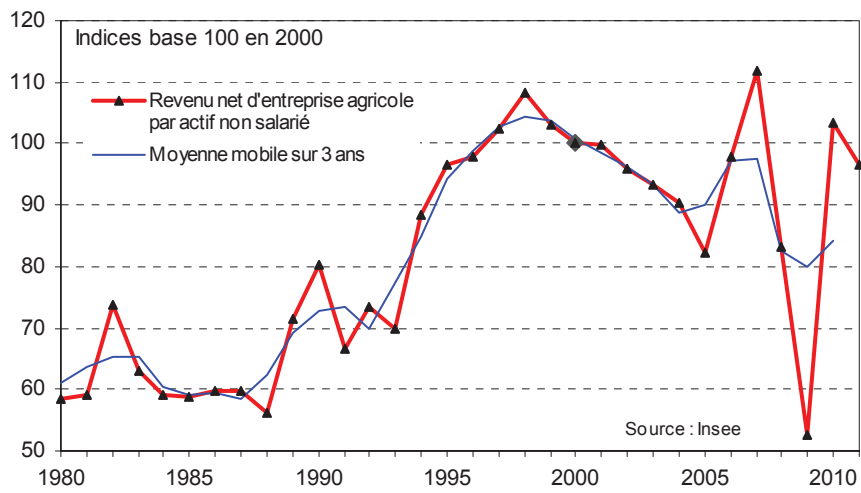
Si la baisse du volume d'emploi non salarié poursuit sa tendance (-2,5 %), la baisse du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié sera moindre (-5,4 %).

Déflaté par l'indice de prix du PIB (+ 1,5 %), le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels baisserait de 6,8 % en 2011 (tableau 9), après + 96,2 % en 2010. La volatilité des prix agricoles de ces dernières années induit de fortes variations de cet indicateur. En tendance (MM3), il était redescendu à un niveau proche de 1993-1994 mais semble désormais réorienté à la hausse.

Les différentes branches agricoles ne sont pas touchées de façon identique.

Le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels diminuerait d'environ 7 % en 2011. Cependant, en tendance, il serait réorienté à la hausse.

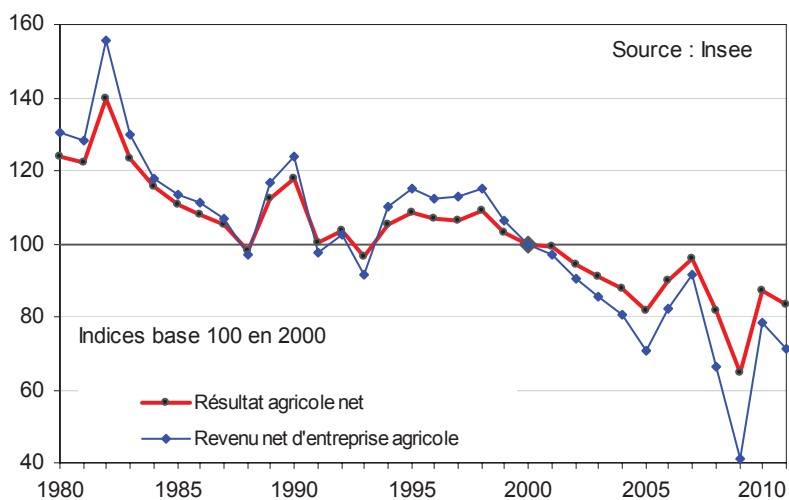
Graphique 6
Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels¹



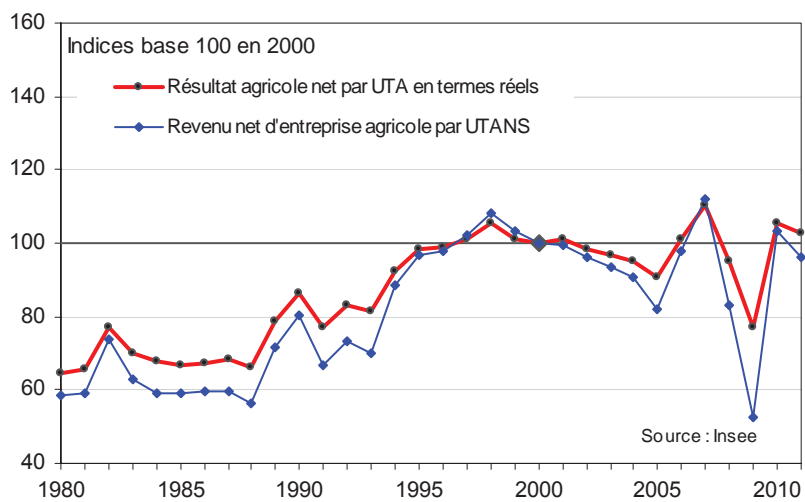
1. Déflaté par l'indice de prix du PIB.

Graphique 7

a) Indicateurs de revenu en termes réels ¹



b) Indicateurs de revenu par actif en termes réels ¹



1. Évolutions déflatées par l'indice de prix du PIB.
2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).
3. UTANS : unité de travail annuel des non salariés